

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine

N° 564 du 01 au 28.12.2010

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site de Eva Resis : : no-war.over-blog.com

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

Tiré à part

Le poignard d'Obama dans le dos de la paix et de l'État palestinien.

Raids aériens sur Gaza: comble du cynisme l'occupation bombarde, assassine, assiège et porte plainte à l'ONU.

Cynisme: Israël porte plainte à l'ONU contre Gaza, et y bombarde ...

Moyen-Orient - Après l'échec programmé du sommet de Washington.

1 Résistance

Détails par région:

2 Décompte des pertes humaines

3 Politique

Politique Palestinienne

Politique Israélienne

4 Politique internationale des territoires occupés

5 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

5-1 Video : Le-convoi-Viva-Palestina5-est-a-Gaza-

5-2 Video : Wikileaks : Les étranges fuites de Wikileaks servent aux Israéliens.

5-3 Video : La Réalité Juive: Ce Qu'on Ne Sait Pas Sur Les Juifs

5-4 Video : Les autorités israéliennes démolissent 7 maisons palestiniennes à Lydda.

5-5 Chanson pour la Paix.

5-6 Une interview de David Cronin : Comment l'Europe concourt à l'occupation de la Palestine.

6 Les brèves

6-1 Le Proche-Orient est lui aussi dans une phase de transition politique.

6-2 Le Hamas exige l'arrêt des coopérations entre l'Autorité autonome et Israël .

6-3 La construction d'une nouvelle ville palestinienne est interdite.

01-12 au 28-12: Peuple Palestinien : 6 tués - 2 blessés
Occupants : 0 tué - 0 blessé

Tiré a part

Le poignard d'Obama dans le dos de la paix et de l'État palestinien.

De pseudo-discussions en tergiversations, le gouvernement nord-américain vient, en n'exigeant plus l'arrêt de la colonisation par Israël en Palestine, de porter un mauvais coup contre la paix.

C'est la négation totale du droit international. Personne ne peut comprendre cette impunité totale dont jouit la direction israélienne de la part de toutes les instances internationales.

Accepter la poursuite de la colonisation et la destruction des maisons à Jérusalem-Est revient exactement à renier les résolutions des Nations unies sur les frontières des deux États. C'est accepter ce qu'on ne peut qu'appeler « une occupation » d'un État – Israël – sur un autre État, la Palestine. On veut nous faire croire, une

fois de plus, qu'il s'agit d'une démarche tactique. C'est faux ! L'histoire prouve désormais que les États-Unis et

d'autres sont des soutiens actifs à la politique des gouvernements israéliens successifs contre la création d'un État palestinien. La direction israélienne est la seule au monde à bénéficier de tels soutiens contre tous les principes de droit universellement reconnus.

Aussi, incompréhensible et inadmissible est la position de M. Obama, refusant la reconnaissance par le Brésil et l'Argentine, ces derniers jours, de l'État palestinien.

Tout cela tourne le dos à l'objectif proclamé de M. Obama de faire de « la résolution du conflit israélo-palestinien », l'un des grands objectifs de son mandat.

Cette volte-face de la direction américaine ne servira qu'à légitimer la poursuite de l'inadmissible colonisation et à encourager le rouleau compresseur de la direction israélienne à spolier avec violence le peuple palestinien.

Revenant d'une tournée à Gaza et en Cisjordanie, avec d'autres parlementaires européens, je dois témoigner de la demande pressante des parlementaires palestiniens, des forces politiques, des associations, de la société palestinienne que l'Union européenne s'implique activement dans un processus de paix.

Que le mouvement associatif, politique, pacifiste, ici en France et en Europe, qui réclame la justice et la paix entre les deux États, se remobilise, intervienne de multiples façons auprès de l'administration américaine, des autorités européennes et du gouvernement français pour qu'enfin s'ouvre un véritable processus de paix. Que l'Union européenne et sa nouvelle ministre aux Relations extérieures montrent qu'elles servent à quelque chose. Il faut reprendre le processus de paix, arrêter la spoliation du peuple palestinien et la colonisation. Par Patrick Le Hyaric, directeur de l'Humanité et député au Parlement européen, membre de la commission des relations avec le Conseil législatif palestinien.

Lundi 13 Décembre 2010

<http://french.irib.ir>

Raids aériens sur Gaza: comble du cynisme l'occupation bombarde, assassine, assiège et porte plainte à l'ONU.

Le ministère des Affaires étrangères de l'occupation israélienne a déclaré aujourd'hui que son entité sioniste a porté aujourd'hui plainte auprès de l'ONU, en dépit de ses crimes très flagrants commis récemment contre les habitants de Gaza.

En ignorant les nouveaux assassinats commis par l'aviation de guerre de l'occupation israélienne contre les innocents Gazaouis, l'ambassadeur israélien auprès de l'ONU Meron Reuven a adressé une lettre au conseil de sécurité et au secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon dénonçant les tirs de roquettes de provenance de la bande de Gaza.

Le communiqué sioniste, pour justifier les crimes barbares de l'armée israélienne, a plaidé que l'occupation (Israël) a exercé et continuera d'exercer son droit à l'autodéfense (l'agression sauvage), accusant le Hamas responsable à ces incidents, au moment où l'aviation de guerre de l'occupation n'a jamais cessé depuis sa guerre néonazie de « Plomb durci » de survoler les cieux de la bande de Gaza, soit de bombarder des citoyens innocents sur les tunnels, de massacrer d'autres dans leurs localités de travail, ou de prétendre de contre attaques indispensables contre des soupçonnés résistants alliés ou non au Hamas.

Alors que des médias hébreux ont rapporté, hier, du chef d'état-major israélien, le général Gaby Ashkenazi, que des groupes armés de la bande Gaza avaient pour la première fois utilisé récemment un missile antichar russe de type "Kornet", ce qui a suscité, selon ces médias, son inquiétude envers l'intensification des tirs palestiniens anti-chars.

Notons que les avions de guerre de l'armée israélienne ont lancé récemment à plusieurs reprises des raids contre de diverses régions dans la bande de Gaza, assassinant un certain nombre de citoyens innocents et endommageant une usine de fromage.

23/12/2010

<http://www.palestine-info.cc/fr/>

Cynisme: Israël porte plainte à l'ONU contre Gaza, et y bombarde ...

« Israël », qui ne cesse de bombarder la bande de Gaza, a porté plainte auprès de l'ONU à la suite des tirs de riposte palestinienne contre le sud des territoires occupés. Selon la version israélienne, depuis le 19 décembre, 3 roquettes et 18 obus de mortier ont été tirés vers le sud d' « Israël », sans faire de tués parmi les rangs de colons israéliens. Alors que des dizaines de Palestiniens sont tombés en martyr, ou blessés par les bombardements israéliens, en novembre. « Les incidents de ces derniers jours s'intègrent dans une escalade des attaques terroristes en provenance de la bande de Gaza », a prétendu l'ambassadeur israélien auprès de l'ONU Meron Reuven dans une lettre adressée au conseil de sécurité et au secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon. « En réponse à ces attaques, Israël a exercé et continuera d'exercer son droit à l'auto-défense », a également indiqué le communiqué israélien.

Notons que l'aviation israélienne a fortement bombardé la bande de Gaza, sous prétexte de viser une base d'entraînement des Brigades Ezzedine al-Qassam, la branche armée du Hamas. Or les images publiées par notre chaîne, ont montré la destruction d'une usine de laiterie.

Deux Palestiniens ont été blessés, selon une source médicale.

22/12/2010

<http://www.almanar.com.lb>

Moyen-Orient - Après l'échec programmé du sommet de Washington.

L'échec des négociations israélo-palestiniennes, ouvertes le 2 septembre à Washington sous le patronage des dirigeants américains, était prévisible et quasiment annoncé.

En Palestine occupée comme en Palestine annexée, une nouvelle Intifada semble sur le point de naître...

Cette énième rencontre avait été voulue par l'administration Obama pour montrer l'engagement du président américain à relancer un prétendu "processus de paix". George Mitchell, l'émissaire nommé par Obama pour s'occuper du Proche-Orient, a beaucoup voyagé. Il a maintes fois rencontré le Premier ministre israélien Nétanyahou, le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas. Une phase de "négociations indirectes" avait commencé au début de l'année 2010 qui a vu se multiplier les navettes diplomatiques ; tout cela pour aboutir à une reprise de négociations qui ne pouvait pas aboutir.

S'il y a une démonstration qui n'est plus à faire, c'est bien celle de la totale continuité de la politique d'Obama par rapport à celle de ses prédécesseurs, sur cette question comme sur bien d'autres.

Pas plus que Bush, Obama n'a cherché à contraindre les dirigeants israéliens à négocier réellement. Il en aurait les moyens : Israël a un besoin vital de l'aide financière américaine, sans laquelle il lui serait impossible d'entretenir une des armées les plus modernes du monde ou même de financer l'implantation de colonies de peuplement en Cisjordanie. Mais, pour les dirigeants du gendarme de l'ordre impérialiste que sont les États-Unis, Israël est un allié précieux dans cette partie du monde stratégique à leurs yeux. Depuis sa création, Israël a joué le rôle d'une sorte de supplétif en permanence utilisable contre les peuples et les autres États du Proche et du Moyen-Orient. Mais comme tous les hommes de main, les dirigeants israéliens ont leurs propres exigences, qu'ils savent pouvoir obtenir en contrepartie des services rendus, d'où le soutien indéfectible des États-Unis.

Toutefois, Israël n'est pas le seul allié de l'impérialisme dans cette région du monde. Nombre d'États arabes le sont également, en particulier l'Arabie saoudite et l'Égypte. Vis-à-vis de ces États et de leurs opinions publiques, les dirigeants américains doivent donner l'impression qu'ils ne se désintéressent pas du sort des peuples arabes, et en particulier de celui du peuple palestinien. C'est la raison d'être de cette succession régulière d'opérations à grand spectacle baptisées abusivement "relances du processus de paix".

Cette fois-ci, la mise en scène du sommet de Washington a nécessité d'obtenir un geste du côté israélien pour que le dirigeant palestinien Mahmoud Abbas puisse accepter de participer à cette rencontre sans perdre complètement la face.

Sous la pression américaine, le gouvernement Nétanyahou avait fini par décréter un moratoire partiel de dix mois de la colonisation en Cisjordanie. C'était une concession bien limitée car ce gel des constructions excluait celles qui avaient déjà été décidées avant le mois de novembre 2009 ainsi que l'intégralité de la zone de Jérusalem-Est. Nétanyahou avait dit et redit à l'avance qu'il ne prolongerait pas ce moratoire. Et quand celui-ci est arrivé à

échéance le 26 septembre, les colons israéliens ont organisé des rassemblements dans plusieurs colonies de Cisjordanie, au cours desquels étaient posées les premières pierres de nouvelles constructions.

En réaction, Mahmoud Abbas annonçait qu'il mettrait fin aux rencontres avec le Premier ministre israélien. Il ne pouvait pas continuer de participer à ce simulacre de négociations sans risquer de perdre le peu de crédit qu'il lui restait. Pour autant qu'il lui en reste...

La colonisation à Jérusalem-est...

En réalité, le moratoire, dénoncé d'une façon virulente par l'extrême droite israélienne, n'a pas du tout empêché la colonisation de se poursuivre.

Le moratoire excluait la zone de Jérusalem-Est qui est l'une des principales zones de colonisation, avec déjà plus de 200 000 colons établis. La partie orientale de Jérusalem est un des enjeux importants, à la fois politique et symbolique, qui oppose les dirigeants israéliens aux Palestiniens. Les Palestiniens n'ont jamais reconnu son annexion au lendemain de la guerre des Six jours de 1967 et, encore aujourd'hui, majoritairement habitée par une population arabe, elle est revendiquée par l'Autorité palestinienne comme capitale d'un futur État palestinien. De leur côté, les autorités israéliennes cherchent à chasser de Jérusalem les 260 000 résidents arabes, par tous les moyens : destruction des habitations construites sans permis de construire, ce qui est le cas de la plupart des constructions récentes car la mairie, dirigée par les Israéliens, refuse systématiquement d'en accorder à des citoyens arabes de Jérusalem-Est ; rachat de maisons par des organisations d'extrême droite soutenues par cette même mairie ; expulsion pure et simple de Palestiniens dont les maisons ont été déclarées comme ayant "appartenu à des Juifs"...

Par ailleurs, l'implantation d'une ceinture de colonies à l'est de Jérusalem s'inscrit dans un plan de constitution d'un Grand Jérusalem majoritairement juif, visant à rendre irréversible l'annexion israélienne de la ville.

... Et dans le reste de la Cisjordanie

Moratoire ou pas, la colonisation s'est en fait poursuivie dans toute la Cisjordanie, et cela tout à fait officiellement.

Après l'annonce, en mars 2010, de la construction de 112 nouveaux logements dans la colonie de Betar Illit, les autorités israéliennes ont déclaré, en réponse aux protestations que leur décision avait suscitées, que le moratoire prévoyait des exceptions "en cas de problèmes de sécurité".

Les colonies dites sauvages ont bénéficié de la complaisance, voire de la complicité du gouvernement : les colons installés illégalement sur des terres appartenant à un paysan arabe sont rarement délogés par les soldats israéliens. Et quand, parfois, c'est le cas, ils savent qu'il leur suffira de revenir une fois, deux fois, autant de fois qu'il faudra, mais qu'ils finiront par rester. C'est ainsi que, depuis des années, la colonisation s'est développée avec l'aide des gouvernements israéliens, puisque les colonies finissent par être raccordées au réseau électrique et à toutes les infrastructures nécessaires à une implantation durable.

Le nombre de colons a presque doublé depuis 1993, s'accéléralant même ces dernières années. D'après la dernière enquête de l'organisation israélienne des droits de l'homme B'Tselem, s'appuyant sur des sources gouvernementales, il y aurait aujourd'hui plus de 300 000 colons en Cisjordanie (sans compter ceux installés à Jérusalem-Est), résidant dans 121 colonies et une centaine d'"avant-postes", terme désignant de petites implantations non encore officiellement légalisées par le gouvernement. De son côté, l'État israélien a étendu son contrôle territorial par le biais de bases militaires, de champs de tir, de réserves naturelles, de routes, auxquels il faut ajouter les terres dont les Palestiniens ont été expropriés pour construire la "barrière" dite "de sécurité", censée suivre la frontière de 1967, mais dont 85% du tracé court en fait en Cisjordanie.

Le rapport dresse la liste de toutes les aides sans lesquelles la colonisation n'aurait pu se développer : aides au logement et à l'éducation, mais le gouvernement finance également des cliniques, les salaires des travailleurs sociaux, l'achat de véhicules de sécurité, la construction de synagogues, de centres communautaires... L'industrie et l'agriculture bénéficient aussi de nombreux avantages et des allègements fiscaux leur sont accordés. Une politique d'exclusion sociale et de violence L'expansion coloniale faite d'expropriations et de vols des terres a pour pendant une politique raciste et oppressive, comme en témoigne la situation faite aux Palestiniens d'Israël, considérés comme étant des citoyens de seconde ou de troisième zone, aux droits légalement restreints. Un nombre important de lois discriminatoires a été édicté à leur encontre. Sans les citer toutes, il faut au moins mentionner les lois sur la terre, qui la réservent quasi exclusivement à la population juive, du seul fait que leur attribution doit préalablement être acceptée par des institutions sionistes, au premier rang desquelles le Fonds national juif.

Quant aux droits civils et politiques dévolus aux Palestiniens d'Israël, ils sont eux aussi restreints. Un Arabe israélien peut par exemple voir sa citoyenneté révoquée pour déloyauté à l'égard de l'État, sans même qu'il y ait eu une condamnation pénale. Sur le plan des droits politiques, économiques et sociaux, les Arabes israéliens sont tout aussi discriminés. La loi fondamentale sur la Knesset prévoit par exemple qu'une liste de candidats ne pourra pas participer aux élections si ses objectifs ou ses actions critiquent expressément ou implicitement l'existence de l'État d'Israël en tant qu'État du peuple juif, ou la nature démocratique de cet État. Cette loi qui vise les partis palestiniens pourrait tout aussi bien être appliquée à des candidats de partis juifs, dès lors que ceux-ci exprimeraient leur hostilité au sionisme. C'est d'ailleurs l'essence de cette loi que l'actuel gouvernement voudrait maintenant étendre, non plus aux seuls candidats aux élections, mais à tous les candidats à la naturalisation. Concernant enfin le domaine économique, la loi sur les Zones prioritaires nationales (ZPN) donne au gouvernement la liberté de classer les villes et les villages en ZPN, ce qui leur donne droit à d'importantes subventions. Inutile de préciser que les zones d'habitat arabe sont oubliées dans ces classements.

Et il est des situations, comme à Gaza, où les autorités israéliennes exercent une violence permanente à l'encontre des Palestiniens. Dans cette enclave, plus d'un million et demi de Palestiniens sont dans la ligne de

mire de l'armée israélienne. Au moindre soubresaut, à la moindre velléité de secouer le joug qui les enferme et les isole du monde, ils subissent la mitraille et les bombardements. C'est dans un champ de ruines que vivent les Gazaouis, à un niveau proche de la famine du seul fait des restrictions imposées par le blocus israélien.

La colonisation, fruit du sionisme

Les politiques menées par tous les gouvernements israéliens se sont toujours inscrites dans la logique du mouvement sioniste. Les organisations sionistes du début du 20^{ème} siècle se fixèrent comme objectif de créer des "foyers de peuplement" (terme de l'époque pour désigner les implantations de colonies), en recherchant la protection de la Grande-Bretagne, la principale puissance coloniale du Proche-Orient. Les colons d'aujourd'hui ne sont plus les mêmes que ceux d'hier : les "pionniers" qui se prétendaient majoritairement socialistes au début du 20^{ème} siècle ont été remplacés par des religieux fanatiques à kippa et mitraillette, partisans d'un Grand Israël [Ces religieux considèrent l'ensemble de la Palestine comme un territoire « donné » par Dieu en exclusivité au peuple juif (et pour certains ce Grand Israël comprend la Jordanie actuelle et la Syrie)].

Avec le développement d'une extrême droite nationaliste partisane d'une politique colonialiste à outrance, c'est l'ensemble de la société israélienne qui a connu un glissement à droite. Toute la société est aujourd'hui gangrenée par le racisme, empoisonnée par le poids des religieux.

Le gouvernement actuel, l'un des plus réactionnaires qu'Israël ait connus, comprend plusieurs ministres religieux, dont l'un est en charge du logement, poste décisif pour faciliter l'implantation de colonies. Le ministre des Affaires étrangères, Lieberman est, lui, le dirigeant d'un groupe nationaliste, Israël Beiteinou ("Israël notre maison"), qui propose de modifier les frontières d'Israël de façon à réunir tous les Juifs (en intégrant les colonies de Cisjordanie) et à exclure les Arabes israéliens.

Avec une certaine lucidité, le ministre de la Défense, le travailliste Ehoud Barak, a déclaré en février de cette année : "Israël va devenir soit un État binational, soit un État d'Apartheid". Le ministre des Affaires sociales, lui aussi travailliste, a pour sa part regretté que le dernier projet du gouvernement - instaurer un serment d'allégeance pour tout candidat à la naturalisation, obligeant à reconnaître le caractère juif et démocratique d'Israël - ait des "relents racistes". Mais aucun des ministres travaillistes n'a pour autant envisagé de quitter le gouvernement.

En fait, cela fait longtemps qu'on ne peut plus voir de différence entre les travaillistes et les partis de droite comme le Likoud de Nétanyahou. Après la conquête militaire de la Cisjordanie en 1967, ce sont des gouvernements travaillistes qui ont encouragé les premières implantations de colons d'extrême droite. Mais avant même cette période, au moment de la création de l'État d'Israël, ce sont des travaillistes qui ont organisé une épuration ethnique à grande échelle, en expulsant des centaines de milliers d'Arabes, de façon à rendre la population juive majoritaire au sein du nouvel État.

Par la suite, ces mêmes travaillistes ont mis en place une législation visant à maintenir le caractère "juif" de l'État israélien. S'il existe une citoyenneté israélienne, plusieurs nationalités sont officiellement distinguées, mais la nationalité "juive" est la seule qui permette vraiment de bénéficier de tous les droits. N'importe quelle personne née en France ou aux États-Unis peut acquérir cette nationalité si elle est reconnue comme "juive" par les autorités rabbiniques, ce qui ne peut pas être le cas pour le million et demi d'Israéliens de nationalité "arabe", pourtant nés en Israël. Ainsi le sionisme, cette idéologie qui se proposait de créer un "État juif", a conduit à la création d'un État fondé sur le racisme et la discrimination, de façon d'autant plus logique qu'il a cherché à le faire en s'imposant dans une région majoritairement peuplée d'Arabes.

Quel État palestinien ?

La revendication des Palestiniens, spoliés de leurs terres et condamnés pour une partie d'entre eux à vivre dans des camps, de pouvoir disposer d'un État est légitime. Et, en tant que militants communistes internationalistes, nous sommes complètement et inconditionnellement solidaires de cette revendication car nous sommes solidaires de la lutte des masses palestiniennes contre l'oppression qu'elles subissent.

Bien évidemment, la forme concrète d'un éventuel État palestinien n'a jamais laissé indifférents les dirigeants nationalistes de l'OLP. À partir de la fin des années quatre-vingt, la revendication d'un État palestinien s'est concrétisée dans le cadre des territoires occupés après 1967. Leur population était majoritairement arabe, et c'est d'ailleurs pour cette raison qu'Israël s'était refusé à les annexer. Ces territoires avaient donc conservé un statut provisoire qui pouvait éventuellement être l'objet de négociations. Pendant longtemps, les gouvernements israéliens s'y étaient refusés et s'ils se sont finalement résolus à considérer l'OLP comme un interlocuteur, ce fut après le déclenchement de la première Intifada en 1987 et devant leur incapacité à y mettre fin.

En signant les accords d'Oslo en 1993, les dirigeants israéliens avaient accepté l'établissement d'une Autorité palestinienne autonome sur une partie de la Cisjordanie et à Gaza. Ces accords étaient dits "interimaires" car ils étaient censés constituer une première étape d'un processus pouvant conduire à la reconnaissance d'un État palestinien.

Les dirigeants israéliens ont-ils réellement envisagé d'aller aussi loin ? Rien n'est moins sûr, car dans le cours des événements qui ont suivi, les gouvernements successifs ont toujours fait preuve d'une intransigeance qui montrait que, pour eux, ce n'était absolument pas une perspective. Et même lorsque les dirigeants israéliens ont fait le choix contraint de se retirer de Gaza, ils l'ont accompagné d'une telle intransigeance, d'une telle violence envers la population, d'un tel mépris pour ses droits, qu'en guise d'État les Gazaouis n'ont eu droit qu'à une prison à ciel ouvert. Et cela pas seulement pour tenter de réduire l'influence du Hamas qui avait pris le contrôle de la bande de Gaza, mais avant tout pour interdire aux Palestiniens toute existence nationale qui leur soit propre. En Cisjordanie, c'est le développement de la colonisation qui éloigne la perspective d'un État palestinien. En effet, un État doit pouvoir disposer d'un minimum de continuité territoriale pour exister. Or, la croissance des colonies

qui s'accompagne de celle d'un réseau de routes et de "zones de sécurité" empêche la circulation des hommes et des biens, bridant par là même toute vie économique et sociale. On estime qu'un peu plus de 40% du territoire échappent actuellement au contrôle de l'Autorité palestinienne.

La situation apparaît aujourd'hui tellement bouchée, sans issue, que des militants soutenant la cause palestinienne en viennent à expliquer qu'une annexion pure et simple de la Cisjordanie par Israël serait préférable car le combat se porterait alors sur l'obtention de droits démocratiques communs au sein d'une entité territoriale réellement existante. Mais l'installation aussi bien d'un État palestinien séparé, que d'un État "binational" unique sur le territoire de l'ancienne Palestine historique, supposerait de toute façon un profond changement de la politique actuellement menée par le gouvernement israélien.

Dans le passé, et avant même la création de l'État d'Israël, les révolutionnaires dénonçaient les soi-disant sionistes-socialistes, montrant que leur projet ne pouvait aboutir qu'à une impasse sanglante. Après la Deuxième Guerre mondiale, les révolutionnaires continuèrent à s'opposer au sionisme, tout comme à la réaction arabe. Ils expliquaient que le partage de la Palestine ne pouvait conduire qu'à aviver les sentiments nationalistes et à provoquer de nouveaux massacres. À cette perspective, ils opposaient celle d'une Palestine unie et socialiste, qui reconnaîtrait aux peuples qui la composaient des droits nationaux égaux et qui s'intégrerait au sein d'une fédération socialiste du Moyen-Orient.

Aujourd'hui les positions des révolutionnaires demeurent fondamentalement les mêmes : intégrer les populations dans une fédération socialiste des peuples de la région, qui réaliserait enfin l'unité des Arabes et des autres peuples, non arabes ou non musulmans, comme les Juifs, les Kurdes, les Druzes, etc.

Mais la création d'une telle fédération ne peut devenir réalité sans la destruction des structures sionistes de l'État d'Israël. Tant qu'Israël sera un État nationaliste, colonialiste, religieux, raciste, c'est-à-dire un État qui ferme ses portes aux peuples arabes qu'il a chassés, alors qu'il offre aux Juifs du monde entier la qualité de citoyen, une telle entente entre les peuples sera du domaine de l'utopie.

Dans un manifeste publié en 1969, l'organisation socialiste israélienne Matzpen, qui regroupait des militants juifs et arabes dans la lutte contre le sionisme et pour un Moyen-Orient socialiste, écrivait : "Nous considérons que la solution des principaux problèmes du Moyen-Orient - y compris la question israélo-arabe, qui nécessite un changement profond des régimes dans tous ces pays - c'est la révolution socialiste. Pour Israël, la révolution socialiste changera entièrement le caractère de l'État et le transformera d'un État sioniste, qui est un instrument pour la continuation de la colonisation et un allié naturel de l'impérialisme, en un État exprimant les véritables intérêts des masses juives et arabes ; en un État orienté vers une intégration dans une union socialiste du Moyen-Orient."

C'est avec une telle politique qu'il faut renouer. La perspective peut paraître bien lointaine mais l'arrogance, le mépris, le terrorisme de l'État israélien préparent le terrain à de nouvelles révoltes, à de nouvelles Intifadas, car aucun peuple ne peut durablement accepter ce que subissent aujourd'hui les Palestiniens. Mais il est à espérer que ces révoltes permettront de mettre fin aux politiques qui ont divisé et opposé les peuples de la région pour le plus grand profit de quelques minorités de privilégiés et des dirigeants impérialistes.

UCI

dimanche 5 décembre 2010

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=9767

1 La lutte pour la libération dans les territoires occupés

Au jour le jour

Un tribunal militaire israélien a condamné mardi 16 décembre à 36 mois de prison pour son appartenance au Hamas le président du Conseil législatif (Parlement) palestinien. Abdel Aziz Duaik fait partie de la quarantaine de députés arrêtés après l'enlèvement du caporal Gilad Shalit en juin 2006 dans la Bande de Gaza. Abdel Aziz Duaik, 60 ans, a été interpellé en août 2006. Le tribunal a précisé qu'il avait déjà purgé 28 mois et demi de sa peine en détention provisoire et qu'il sortirait dans sept mois et demi. Le juge a dit avoir tenu compte de l'état de santé d'Abdel Aziz Duaik, qui souffre d'hypertension et de diabète.

Il y aura une réduction d'"environ 2 millions de barils par jour à la réunion" d'Oran, a annoncé à son arrivée en Algérie le ministre saoudien du pétrole Ali al-Nouaïmi, chef de file de facto de l'Opep, à la veille d'une réunion cruciale de l'Organisation.

"Depuis le mois d'août et jusqu'à novembre, nous avons réduit de 1,2 million de barils par jour, passant de 9,7 mbj à 8,5 mbj (pour l'Arabie Saoudite). Vous savez que l'offre est toujours un peu supérieure à la demande. Les stocks sont aussi plus élevés que la normale", a déclaré le ministre le plus influent du cartel.

Les deux tiers des Palestiniens (66%) souhaitent que les pays arabes reconnaissent Israël en échange du retrait de l'État hébreu des Territoires occupés, mais les deux tiers des Israéliens (61%) ne sont pas d'accord, selon un sondage israélo-palestinien publié mardi 16 décembre.

Dans les deux camps en revanche, une majorité se déclare favorable à la prolongation de la trêve entre Israël et le Hamas au pouvoir dans la Bande de Gaza, qui expire vendredi et a été fortement fragilisée ces dernières semaines.

La Cour suprême israélienne s'est opposée lundi 15 décembre à la construction d'une partie de la barrière de sécurité en Cisjordanie, estimant que le projet gouvernemental empiétait trop sur le territoire palestinien.

La Cour suprême a ordonné aux autorités de redéfinir "sans délai" le tracé de la section proche du village

cisjordanien de Biline, afin que celle-ci soit en majeure partie ou totalement construite sur le sol israélien.

Al Faraby

16 décembre 2010,

<http://www.aloufok.net/spip.php?article2901>

Résistance

20/12/2010

Un groupe de résistance palestinien a tiré lundi une salve de sept obus de mortier à partir de la bande de Gaza contre le sud des territoires occupés. Les obus sont tombés dans une zone inhabitée de la colonie d'Eshkol (sud) et n'ont pas fait de tué ou blessé, selon un porte-parole de l'occupation. Cette attaque intervient après l'agression israélienne de samedi soir. Cinq combattants sont tombés en martyre, lors d'un raid aérien israélien contre le centre de la bande de Gaza.

Al Faraby

16 décembre 2010,

<http://www.aloufok.net/spip.php?article2901>

Pertes des Résistants

Bande de Gaza - Au jour le jour

19/12/2010

L'armée d'occupation israélienne a tué cinq combattants palestiniens ont été tués samedi soir lors d'un raid aérien israélien dans la bande de Gaza alors qu'ils s'apprêtaient à tirer des roquettes contre Israël, a-t-on appris auprès de témoins et de source militaire israélienne.

Cette frappe israélienne est l'une des plus meurtrières depuis l'opération "Plomb Durci" déclenchée par Israël pendant l'hiver 2008-2009.

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=166522&language=fr>

25/12/2010

L'aviation israélienne a bombardé quatre objectifs dans la bande de Gaza samedi matin, blessant au moins deux personnes, ont rapporté des témoins et des responsables palestiniens.

Une des frappes a provoqué une panne d'électricité dans la ville de Gaza.

Une autre a touché un véhicule près d'un terrain, blessant deux de ses occupants qui, selon des témoins, seraient des militants du Hamas.

<http://www.almanar.com.lb>

Cisjordanie occupée par Israël depuis 1967 : Au jour le jour

L'armée israélienne a tué un résistant du Djihad islamique mardi 16 décembre en Cisjordanie et a menacé ensuite de prendre des mesures à Gaza après des tirs de roquettes en provenance de l'enclave côtière.

Selon les forces de sécurité et des témoins palestiniens, des membres des forces spéciales israéliennes ont ouvert le feu sur le résistant, qui était âgé de 20 ans, devant une boutique du village de Yamoun, près de Djénine. Il est décédé durant son transfert à l'hôpital, a-t-on ajouté de mêmes sources.

2 La Palestine en chiffre (Depuis le début de l'Intifada le 25 septembre 2000)

Civils & résistants tués	: 7.098
Palestiniens blessés	: 54.836
Internationaux blessés (balles réelles ou caoutchoutées, gaz lacrymogène, autres moyens)	: 192 (chiffre tout a fait minimal)
Arrêtés :	: 47.733
En prison :	: 11.800
Pacifistes en prison ou arrêtés	: 108
Autres actes	
Journalistes tués	: 9
Journalistes blessés	: ? + 38
Nombre de maisons palestiniennes détruites ou partiellement démolies	: 66.275

2-2 Occupants:

Israéliens tués	: 1.210 (359 militaires/policiers)
Israéliens blessés	: 6630

Les chiffres indiqués sont vérifiés par le recoupement des chiffres des pertes communiqués par la résistance & les médias occidentaux & XINHUANET (Chine)

3 Politique

a) Politique Palestinienne

MM Abbas & Haniyeh.

Mahmoud Abbas rejette toute négociation sans gel de la colonisation.

Le président Abbas a réaffirmé jeudi sa position de toutes négociations avec Israël tant que le gouvernement Nétanyahou ne gèlera pas la colonisation en Cisjordanie.

Mahmoud Abbas a réitéré sa position lors d'une visite au Caire pour des consultations avec des dirigeants arabes, après que les Etats-Unis ont abandonné la pression sur l'Etat hébreu pour qu'il réitère son arrêt de nouvelles constructions en territoire palestinien.

Les derniers pourparlers de paix ont été suspendus quelques semaines après leur coup d'envoi lors d'une cérémonie à la Maison Blanche début septembre, Israël résistant aux demandes américaines et palestiniennes de proroger un gel des nouvelles constructions dans les colonies juives en Cisjordanie.

AP

<http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/monde/20101209.FAP2176/les-palestiniens-rejettent-toute-negociation-sans-gel-de-la-colonisation.html>

Abbas menace de dissoudre l'Autorité palestinienne

Mahmoud Abbas a menacé de dissoudre l'Autorité palestinienne qu'il préside en cas d'échec des États-Unis à obtenir d'Israël l'arrêt de la colonisation dans les territoires occupés. Le président palestinien a toutefois affirmé hier qu'il s'attendait à recevoir « dans les prochains jours » une proposition américaine pour relancer les négociations avec Israël. M. Abbas a déjà menacé, à plusieurs reprises, de démissionner et de dissoudre l'Autorité palestinienne au cas où l'impasse politique se poursuivrait. L'Autorité palestinienne a été instaurée en 1994 au retour à Gaza du chef historique de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), Yasser Arafat, après 27 ans d'exil. Elle était prévue, selon l'accord d'Oslo sur l'autonomie palestinienne, pour une période transitoire qui devait, en principe, prendre fin en mai 1999. Présidée par M. Arafat, décédé en 2004, puis par M. Abbas, l'Autorité palestinienne exerce un pouvoir exécutif, législatif et théoriquement sécuritaire sur la Cisjordanie et la bande de Gaza, avant la chute de ce territoire en 2007 aux mains des islamistes du Hamas.

De son côté, le roi Abdallah II de Jordanie a souligné samedi à Manama la nécessité de sauver le processus de paix entre Israël et les Palestiniens pour assurer la stabilité de la région et du monde. « Si l'espoir est tué, les forces radicales prévaudront et la région sombrera dans la guerre et l'instabilité dont la menace dépassera le Moyen-Orient », a-t-il averti devant le forum « Dialogue de Manama », sur la sécurité du Golfe, organisé dans la capitale de Bahreïn.

b) Politique Israélienne

Netanyahu & Lieberman

Netanyahu

Netanyahu prêt à échanger des terres avec les Palestiniens?

Un télégramme daté de février 2009 laisse entendre que le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu était disposé à faire des concessions territoriales dans le processus de paix israélo-palestinien, relate [CBS News](#).

Ce document explique que le chef du gouvernement a "exprimé un soutien au concept d'échanges de terre et souligné qu'il ne voulait pas gouverner la Cisjordanie et la bande de Gaza mais plutôt empêcher des attaques d'être lancées depuis" ces territoires.

Le cabinet du Premier ministre israélien a rectifié cette information, le 30 novembre: Benyamin Netanyahu avait seulement dit qu'il était prêt à accepter des compromis territoriaux dans le cadre d'un futur accord de paix israélo-palestinien. Benyamin Netanyahu n'a fait aucun commentaire de son côté.

Les doutes de Tzipi Livni sur Mahmoud Abbas

Aux yeux de la chef de l'opposition israélienne Tzipi Livni, une paix entre les Israéliens et le président de l'Autorité palestinienne [Mahmoud Abbas](#) n'est pas envisageable, en raison de la faiblesse du dirigeant palestinien. "Livni a dit aux sénateurs (John) Kerry et (Christopher) Dodd qu'elle doutait qu'un accord sur le statut final pourrait être conclu avec Abu Mazen (Mahmoud Abbas), et par conséquent l'accent devait être mis sur la réforme du Fatah pour qu'il puisse battre le Hamas dans les urnes", indique une dépêche envoyée par un ancien émissaire américain.

Tzipi Livni a déclaré le 29 novembre que "ses doutes sont apparus en 2007, au moment où le Hamas s'est renforcé". "Les chances d'un accord étaient alors minces", dit-elle. Mais c'était avant qu'elle ne change d'avis: "En 2008 nous avons commencé le processus de paix afin de changer la situation, et en 2010, je le répète - un accord de paix est possible".

Sur le terrain.

Abbas ne survivra pas politiquement après 2011

Le pessimisme à propos du soi-disant processus de paix israélo-palestinien irrigue les télégrammes diplomatiques américains obtenus par WikiLeaks et révélés par Le Monde. En novembre 2009, une note américaine constate qu'il n'a jamais été aussi évident que "le fossé est trop large entre le maximum que peut proposer un premier ministre israélien et le minimum que peut accepter un leader palestinien" pour survivre politiquement.

Toujours en novembre, le chef des affaires politiques de l'armée israélienne, Amos Gilad, estime que Mahmoud Abbas ne survivra pas politiquement après 2011, ajoutant que le gouvernement israélien a une confiance très relative dans l'équipe de négociateurs palestiniens.

LES PALESTINIENS VIENNENT EN 4EME POSITION DANS L'ORDRE DE PRIORITE D'ISRAEL

Interrogé par un membre du Congrès américain sur les perspectives de paix entre Israéliens et Palestiniens, le chef des renseignements militaires israéliens, Amos Yadlin, a avancé en décembre 2008, les points suivants : tout d'abord, les Palestiniens ne viennent qu'en quatrième position dans l'ordre de priorité de l'armée israélienne, sous entendu, ce dossier ne présente pas de caractère d'urgence ; ensuite, toute tentative de parvenir à un règlement du conflit sera vouée à l'échec et ne pourra déboucher que sur une reprise des violences comme après le sommet raté de Camp David, en 2000.

Amos Yadlin annonce, par ailleurs, qu'« Israël » doit se montrer "beaucoup plus dur" à Gaza.

Deux semaines plus tard, l'armée israélienne lancera la plus violente offensive dans un territoire palestinien depuis 1967.

23/12/2010

<http://www.almanar.com.lb>

Pays corrompu cherche ...

Sondage : Les partis, la Knesset et les institutions religieuses sont très corrompus.

Les résultats d'un sondage public effectué dans l'entité de l'occupation ont montré une forte régression de la confiance des israéliens envers les institutions de l'Etat, les partis politiques, la Knesset et les institutions religieuses juives, en soulignant qu'ils sont les plus corrompus dans l'entité sioniste.

Selon le sondage, les partis sionistes politiques ont occupé durant cette année, comme dans les années précédentes, la première des plus corrompus dans l'Etat juif, en enregistrant 88% des voix.

La "Knesset" est venue à la deuxième position des corrompus, suivie par les institutions religieuses juives, alors que l'armée est la moins corrompue des institutions de l'Etat juif, en venant à la dernière position.

[09/12/2010 - 12:43]

CPI

<http://www.palestine->

[info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7biCO0ojgnxgWk8VUP%2ffKnEBhKWZjcTaYvldBuJ%2f5c170BG9dleabkN3H7ZB2bzGIGN4ZCOK6s0U%2fLVkLSI81JLi6RpaIcW7KPMaPNTUfUa0%3d](http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7biCO0ojgnxgWk8VUP%2ffKnEBhKWZjcTaYvldBuJ%2f5c170BG9dleabkN3H7ZB2bzGIGN4ZCOK6s0U%2fLVkLSI81JLi6RpaIcW7KPMaPNTUfUa0%3d)

Situation dans les geôles israéliennes –

Une bombe jetée sur les détenus palestiniens dans la prison de Hadarim

Des extrémistes ont lancé une grenade de type utilisé par l'armée israélienne en direction de la clôture encerclant la prison de Hadarim, dans le centre de la Palestine occupée en 1948, qui détient des dizaines de captifs palestiniens.

Le porte-parole de l'administration pénitentiaire sioniste a affirmé que ce matin des « inconnus » ont jeté une grenade utilisée par l'armée de l'occupation en direction de la clôture de la prison d'Hadarim. Il a souligné que « *les circonstances de cet incident ne sont pas encore claires et la police a ouvert une enquête* ».

Il a précisé que « *personne n'a été blessé et la clôture a subi des dommages minimes* », en soulignant que les gardiens ont remarqué que plusieurs personnes fuyaient du lieu mais qu'ils n'ont pas pu les rattraper.

Selon des sources palestiniennes juridiques, la prison contient quelques 800 détenus palestiniens, dont la plupart sont des anciens et des dirigeants, à leur tête Marwan al-Barghouthi.

24/11/2010

<http://www.palestine-info.cc/fr/>

c) Usa (le parrain)

1 Les grandes manœuvres

Washington : 200 millions de dollars pour financer le système de défense aérienne mobile, "Iron Dome".

Des sources médiatiques hébreux ont déclaré que les Etats-Unis ont alloué 200 millions de dollars pour financer le système de défense aérienne mobile, le "Iron Dome", conçu pour intercepter tous les missiles qui menaceront l'entité sioniste à l'avenir.

Le congrès américain a approuvé, la nuit dernière, d'accorder au gouvernement sioniste une somme d'argent importante pour développer les systèmes sionistes anti-missiles.

Dans un contexte similaire, alors que les Etats-Unis ont annoncé il y a deux jours leur recul dans la demande à l'entité sioniste de prolonger le gel de la colonisation comme une condition principale pour relancer les négociations directes avec l'autorité de Ramallah, des sources sionistes ont laissé entendre que les américains discutent de la demande de l'entité sioniste pour recevoir un nombre supplémentaire d'avions de combat américains développés de type F35.

Al-Nassera – CPI

[09/12/2010 - 12:50]

[http://www.palestine-](http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7Ni6vxrkCi16RWG9vE6vbBRSqj0p6rh9GjyfFS3%2flxByZXZiybvL%2fn7naiLF4w2vsS4rFzgfICNbvFO17TLHYkun4weQQ%2flbGSn4edD%2fWADE%3d)

[info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7Ni6vxrkCi16RWG9vE6vbBRSqj0p6rh9GjyfFS3%2flxByZXZiybvL%2fn7naiLF4w2vsS4rFzgfICNbvFO17TLHYkun4weQQ%2flbGSn4edD%2fWADE%3d](http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7Ni6vxrkCi16RWG9vE6vbBRSqj0p6rh9GjyfFS3%2flxByZXZiybvL%2fn7naiLF4w2vsS4rFzgfICNbvFO17TLHYkun4weQQ%2flbGSn4edD%2fWADE%3d)

Washington renonce au gel de la colonisation

L'administration américaine a expliqué le 7 décembre son changement de tactique au Proche-Orient : pour relancer les négociations entre Israéliens et Palestiniens, elle renonce au gel de la colonisation israélienne en Cisjordanie. Cette nouvelle approche devrait être discutée dans les prochains jours avec les négociateurs israéliens et palestiniens. Elle survient trois mois après la relance des négociations directes par le président Obama, dont l'objectif, à l'époque, était de parvenir dans un délai de un an à une solution à deux Etats.

08.12.2010

[Ha'Aretz](#)

3 Politique colonialiste israélienne.(vue des USA)

Les Palestiniens sont sous l'emprise de Washington selon Netanyahu.

D'autres câbles montrent que Benyamin Netanyahu estimait que les Palestiniens accepteraient tout accord, dès lors qu'il serait avalisé par les Etats-Unis sur la question du gel de la colonisation.

Lors d'une rencontre en mai 2009 avec des parlementaires américains, Netanyahu jugeait "injuste" d'exiger un gel total. "C'est davantage un problème avec les Etats-Unis qu'avec les Palestiniens", avait-il souligné. Il considérait alors "que l'Autorité palestinienne suivrait, en cas d'entente entre Israël et les Etats-Unis", explique [Le Point](#).

http://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-orient/israel-epargne-par-wikileaks-abbas-dans-l-embarras_941802.html#xtor=AL-447

4 Politique Internationale

Organisations Mondiales & régionales

Ban Ki-moon : "L'occupation commencée en 1967 doit se terminer, Israël et le monde arabe doivent vivre en paix".(...)

Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté mardi 16 décembre une résolution russo-américaine réaffirmant son soutien au processus de paix au Proche-Orient en cette période de transition politique aussi bien en Israël que dans les Territoires palestiniens.

Cette résolution, la première depuis cinq ans, a reçu 14 voix favorables et une abstention, celle de la Libye. Issu d'une initiative conjointe russo-américaine, le document soutient le processus de paix israélo-palestinien relancé il y a un an à Annapolis, près de Washington, avec pour objectif la coexistence pacifique de deux Etats, israélien et palestinien.

La secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice et le ministre des Affaires étrangères russe Sergueï Lavrov étaient présents mardi matin et ont pris la parole à tour de rôle. "Cette réunion est très importante pour la paix au Proche-Orient", a déclaré à l'ouverture le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon. "L'occupation commencée en 1967 doit se terminer, Israël et le monde arabe doivent vivre en paix", a-t-il ajouté.

"L'adoption de la résolution n'est pas une garantie absolue", a estimé pour sa part Sergueï Lavrov. "Beaucoup dépendra de la capacité d'Israël et des Palestiniens à appliquer leurs engagements (...) notamment dans le domaine de la sécurité", a-t-il précisé.

Pour Condoleezza Rice, la situation "aujourd'hui est bien différente de ce qu'elle était en 2001, lors de l'accession du président George W. Bush" à la Maison Blanche.

"Il n'y a pas d'autre voie que le processus d'Annapolis (...), pas d'autre solution que celle de deux Etats vivant côte à côte et en paix", a déclaré Mme Rice, dont l'intervention mardi pourrait être la dernière avant l'investiture du président élu américain Barack Obama.

Alors que se multiplient les appels à M. Obama pour qu'il fasse de la paix au Proche-Orient une priorité de son action dès sa prise de fonction le 20 janvier, l'administration sortante de George W. Bush s'efforce de maintenir le processus sur les rails, faute d'avoir pu le faire aboutir avant fin 2008 comme elle l'espérait.

En relançant les négociations à Annapolis après sept ans de paralysie, l'équipe Bush s'était fixé pour objectif un accord des deux parties avant fin décembre 2008 pour la création d'un Etat palestinien qui vivrait au côté de celui d'Israël dans la paix et la sécurité.

Al Faraby

16 décembre 2010,

<http://www.aloufok.net/spip.php?article2901>

Ue

L'UE refuse de reconnaître un Etat palestinien, à la grande satisfaction d'Israël.

Les Européens, appelés par l'Autorité palestinienne à reconnaître leur Etat, ont refusé de le faire, en déclarant, lundi, être prêts à le faire "lorsque ce sera approprié". Ce qui fut accueilli avec une grande satisfaction de la part de l'entité sioniste, dont le porte-parole des Affaires étrangères Ygal Palmor a salué que l'Union européenne ait mis l'accent sur "la nécessité absolue de parvenir à une solution uniquement par la négociation". "C'est un grand principe que l'UE a ainsi réitéré", s'est félicité le porte-parole.

Auparavant, dans une déclaration adoptée lundi, l'UE s'est contenté de "regretter" le refus d'"Israël" de prolonger le gel de sa colonisation en Cisjordanie, qui reste "illégale" au regard du droit international. Elle réitère être prête "lorsque cela sera approprié, à reconnaître un Etat palestinien". L'UE avait déjà fait une déclaration en ce sens, à Berlin en 1999. Le moment venu, l'UE ne reconnaîtra aucun changement aux frontières de 1967 d'un futur Etat palestinien, autres que ceux négociés par les deux parties sous l'égide des Etats-Unis, précise le texte: "Cela pourrait inclure des échanges de territoires négociés".

Selon un diplomate européen, c'est la première fois que l'Union mentionne explicitement cette possibilité de compromis sur la délimitation définitive des deux Etats dans une déclaration sur le Proche-Orient. Les négociations préparatoires à la déclaration européenne ont donné lieu ces derniers jours à de "vifs" échanges, selon un diplomate européen. Plusieurs délégations ont été "frustrées" car elles auraient souhaité que l'UE adopte une position plus dure, ajoute un autre. Pour le chef de la diplomatie luxembourgeoise, Jean Asselborn, il est temps de "geler un peu les relations entre l'UE et « Israël » si on n'est pas capable de reprendre le cours des négociations". Sans aller jusqu'à vouloir "lier à ce stade" la question des colonies à un rehaussement du niveau de relations de l'entité sioniste avec les 27 - un projet bloqué depuis la fin 2008 - son homologue finlandais Alexander Stubb a reconnu qu'il serait "très difficile de le faire si les constructions continuent". Les Européens ont en outre appelé les Israéliens à lever le blocus contre Gaza. Ils se sont dits prêts à apporter un soutien accru aux contrôles des flux de marchandises et de personnes, via des achats de matériel. Lundi, le président palestinien Mahmoud Abbas a demandé à la chef de la diplomatie européenne Catherine Ashton de prendre "une mesure en vue de la reconnaissance de l'Etat de Palestine sur les frontières des territoires palestiniens occupés depuis 1967", alors que les ministres européens des Affaires étrangères étaient réunis à Bruxelles.

Rappelons que les Palestiniens ont déjà obtenu la reconnaissance unilatérale du Brésil et de l'Argentine, et l'Uruguay a annoncé son intention d'imiter ses deux voisins en 2011.

14/12

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=165783&language=fr>

Commission Européenne

La délégation du Parlement européen de retour de Gaza choquée par la situation dans les territoires occupés.

Une délégation du Parlement européen composée de députés de différents groupes parlementaires s'est rendue en Palestine, à Gaza et en Cisjordanie pour évaluer la situation en Palestine, rencontrer les parlementaires du Conseil législatif palestinien et de l'autorité palestinienne, vérifier l'utilisation des fonds européens à la Palestine, en coopération avec l'ONU.

Une rencontre avec les représentants élus de tous les partis politiques dans le Conseil législatif palestinien (PLC) afin d'évaluer les conditions de vie à Gaza, la Cisjordanie et Jérusalem-Est, et par la même, de discuter de la question de la réconciliation ont été les principaux objectifs de la délégation du parlement européen, dirigée par Proinsias de Rossa, qui a visité les territoires palestiniens (Gaza, la Cisjordanie, Jérusalem-Est), du 27 Novembre au 1 Décembre 2010.

La délégation a été choquée par les privations subies par le peuple à Gaza: 750.000 personnes continuent à avoir besoin d'aide alimentaire de l'UNRWA; 300.000 d'entre eux sont dans une pauvreté abjecte. Les écoles sont toujours privées de matériaux de construction.

La délégation a exhorté à la levée du siège de Gaza et à la reprise des activités économiques normales sans aucune restriction sur les exportations et les importations.

A Naplouse, le problème de sécurité majeur est l'activité violente des colons.

La délégation ont également dénoncé les Forces de défense du régime israélien qui ne prennent aucune des mesures contre les auteurs de crimes: meurtres ou destruction de 3.700 oliviers.

L'activité violente des colons à Jérusalem-Est avec le soutien du régime israélien se poursuit, ainsi que des colonies illégales, les expulsions de familles palestiniennes, la démolition de maisons et l'intimidation des enfants. Trois membres du CLP Jérusalem ont été sommés de quitter Jérusalem-Est. Ils ont refusé de le faire et ont trouvé refuge dans le bureau de la Croix-Rouge internationale.

13/12/2010

Monde

1 Brésil

Le Brésil reconnaît l'Etat palestinien.

Le Brésil reconnaît l'Etat palestinien, a affirmé le président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva dans une lettre adressée au président palestinien Mahmoud Abbas.

C'est ainsi que M. Lula a répondu au courrier que lui avait adressé M. Abbas le 24 novembre, qui appelle le Brésil à reconnaître l'Etat palestinien.

"L'initiative est conforme à la volonté historique du Brésil de contribuer au processus de paix entre Israël et la Palestine", indique vendredi un communiqué du ministère brésilien des Affaires étrangères.

"Il est en accord avec les résolutions des Nations Unies exigeant la fin de l'occupation des territoires palestiniens et l'instauration d'un Etat palestinien indépendant basé sur les frontières du 4 juin 1967", précise encore la lettre. Le soutien de pays en dehors de la région arabe est essentiel pour encourager les négociations de paix israélo-palestiniennes, souligne le communiqué.

Ces dernières années, le Brésil a renforcé ses relations avec la Palestine, dans le cadre de sa politique de rapprochement avec le monde arabe et musulman, tandis que les liens avec Israël ont également été approfondis au cours des deux années passées.

Le Brésil a ouvert en 2004 un bureau de représentation à Ramallah.

M. Abbas est allé au Brésil en mai 2005 et en novembre 2009, et M. Lula s'est rendu dans les territoires palestiniens en mars dernier, précise le communiqué.

Source: xinhua

06.12.2010

<http://french.peopledaily.com.cn/International/7222056.html>

2 Bolivie

La Bolivie reconnaît officiellement la Palestine comme Etat indépendant

La Bolivie a reconnu officiellement la Palestine comme un Etat indépendant dans une lettre envoyée au président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, suivant en cela le Brésil et l'Argentine, a annoncé mercredi le chef de l'Etat bolivien, Evo Morales.

"Au même titre que d'autres pays comme le Brésil (...), la Bolivie se soumet à cette reconnaissance de l'Etat palestinien, de son indépendance, de sa souveraineté", a déclaré Morales lors d'une conférence de presse à la présidence à La Paz.

Evo Morales avait annoncé la semaine dernière, en marge d'un sommet du Mercosur à Foz do Iguazu (Brésil) que la Bolivie reconnaîtrait de manière officielle dans les tout prochains jours la Palestine comme un Etat indépendant.

Le président socialiste Morales, un des fers de lance du bloc anti-impérialiste de gouvernants latino-américains, avait rompu en janvier 2009 les relations diplomatiques avec Israël pour protester contre l'offensive militaire dans la bande de Gaza.

Début décembre, le Brésil et l'Argentine avaient déjà reconnu la Palestine comme "un Etat libre et indépendant à l'intérieur des frontières de 1967", suscitant des critiques d'Israël et des Etats-Unis. L'Uruguay a annoncé qu'il ferait de même en 2011.

23/12/2010

<http://www.almanar.com.lb>

5 Russie

PO: négociations Russie-Hamas.

L'envoyé spécial russe pour le Proche-Orient et vice-ministre des Affaires étrangères Alexandre Saltanov s'est entretenu dimanche à Damas avec le président du bureau politique du Hamas Khaled Mechaal, selon un communiqué de la diplomatie russe.

"Les deux parties ont procédé à un échange de vues sur le règlement palestinien à la lumière du refus d'Israël de geler la colonisation des territoires occupés. M. Saltanov a souligné que dans la situation complexe actuelle, toutes les parties devaient faire preuve de retenue et d'éviter toute démarche susceptible d'entraîner une escalade des tensions", stipule le communiqué.

"M. Saltanov a confirmé la nécessité d'intensifier les efforts afin de restaurer l'unité palestinienne", indique le document.

Lancées le 2 septembre dernier, les négociations palestinienno-israéliennes directes ont été suspendues trois

semaines plus tard, suite au refus d'Israël de proroger le gel de la colonisation en Cisjordanie. En novembre, les autorités israéliennes ont approuvé la construction de 1.300 nouveaux logements juifs à Jérusalem-Est. Les Palestiniens qualifient la colonisation juive en Cisjordanie de principal obstacle aux négociations directes avec Israël.

13/12/2010

<http://fr.rian.ru/>

5 Médias/Vidéos

5-1 Vidéo : Le-convoi-Viva-Palestina5-est-a-Gaza-

http://www.alterinfo.net/Le-convoi-Viva-Palestina5-est-a-Gaza-enfin--video_a51051.html

5-2 Vidéo : Wikileaks : Les étranges fuites de Wikileaks servent aux Israéliens.

http://www.youtube.com/watch?v=-j7ZhjtMTlg&feature=player_embedded

5-3 Vidéo : La Réalité Juive: Ce Qu'on Ne Sait Pas Sur Les Juifs

Visionner la vidéo ici : http://www.youtube.com/watch?v=cTrjMllq_y4&feature=player_embedded

5-4 Vidéo : Les autorités israéliennes démolissent 7 maisons palestiniennes à Lydda

- Les équipes du ministère de l'intérieur israélien, escortées un grand nombre de policiers et de garde-frontières, ont rasé lundi sept maisons palestiniennes appartenant à la famille Abu Aid, à Lydda (Lod en hébreu, ndt), dans les territoires palestiniens de 1948, au prétexte qu'elles avaient été construites sans permis.

14-12-2010

[/http://www.youtube.com/watch?v=a47XeCQyaVE&feature=player_embedded](http://www.youtube.com/watch?v=a47XeCQyaVE&feature=player_embedded)

5-5 Chanson pour la Paix.

<http://r-sistons.over->

[blog.com/ext/http://www.dailymotion.com/playlist/xu4o2_cheshirecatfr_antisionisme/video/x842xs_cathochante-co](http://www.dailymotion.com/playlist/xu4o2_cheshirecatfr_antisionisme/video/x842xs_cathochante-co)

5-6 Une interview de David Cronin : Comment l'Europe concourt à l'occupation de la Palestine.

David Cronin vient de publier un livre : "L'alliance de l'Europe avec Israël : son concours à l'occupation".

Pas un jour sans spoliation ou violence de la part des occupants israéliens, avec la complicité au mieux passive de l'Union Européenne –

Le journaliste David Cronin y retrace les dédales de la relation de l'état d'Israël avec des institutions comme l'Union Européenne et l'OTAN. Ce faisant, il révèle la mauvaise foi de l'Europe qui prétend être une force neutre et qui prétend soutenir les droits élémentaires du peuple palestinien.

Sarah Irving : Jusqu'ici vous vous êtes intéressé aux institutions et aux affaires de l'Europe. Pourquoi avez-vous décidé d'écrire un livre sur les relations de l'Europe avec Israël et la Palestine ?

David Cronin : Pour deux raisons. D'abord, comme membre de la "Mission pour la Paix" européenne je suis allé en Israël et dans les TPS (territoires occupés palestiniens) en 2001, peu après les attaques du 11 septembre 2001 aux USA. Je me souviens en particulier d'avoir assisté à une conférence de presse que (l'ancien premier ministre israélien) Ariel Sharon donnait à l'hôtel du Roi David à Jérusalem et d'avoir été profondément choqué par l'arrogance et le vitriol qui émanaient de lui. Il a commencé par accueillir les personnes présentes dans -je ne me rappelle pas ses mots exacts- quelque chose comme "la capitale éternelle du peuple juif depuis 3000 ans" sans reconnaître d'aucune façon qu'elle était aussi la capitale des deux autres grandes religions monothéistes du monde. Il dit qu'il se réjouissait chaque fois qu'un palestinien se faisait sauter dans un attentat suicide, parce que, ce faisant, il se tuait lui-même. Cela m'a scandalisé. Une autre chose m'a énormément surpris : il a accusé l'Europe de financer "le terrorisme palestinien". Je n'avais encore jamais entendu dire cela. C'était complètement nouveau pour moi.

Je suppose que j'étais un peu crédule et vous pensez qu'il n'y a pas de fumée sans feu, mais à l'époque j'avais l'impression que l'UE soutenait les Palestiniens. Chris Patten était le responsable de la Commission des Affaires Extérieures de l'Europe à l'époque et il présentait très adroitement l'Europe comme "un honnête intermédiaire" en insistant sans cesse sur le fait que l'UE faisait tout ce qu'elle pouvait pour faire avancer "le processus de paix" ; il soulignait que l'UE était le plus grand donateur de l'Autorité Palestinienne et qu'elle aidait à développer un état palestinien embryonnaire. J'ai pris beaucoup de ces affirmations pour argent comptant.

Le tournant pour moi a été tout à fait banal. J'assistais à une conférence organisée par un des Comités de l'ONU sur la Palestine au Parlement Européen de Bruxelles en 2007, et une session traitait des relations de l'UE avec Israël. Pour la première fois j'ai pris conscience de l'autre version des faits et j'ai reçu une information solide sur la profondeur de la collusion entre l'UE et Israël. Je fus frappé par le fait qu'il y a beaucoup d'écrits - les travaux de Noam Chomsky etc... - sur la relation des USA avec Israël mais rien, à part une paire de publications académiques, sur la relation entre l'Europe et Israël. J'ai donc pensé que, puisque personne d'autre n'allait écrire un livre sur ce sujet, il fallait que je le fasse.

SI : Quel est, à votre avis, le plus puissant " levier " qui peut expliquer l'attitude de l'Europe ? Vous identifiez différents éléments dans votre livre : La culpabilité engendrée par l'Holocauste, des intérêts économiques, l'influence des USA ; quelles sont les influences principales dans ce jeu de forces capitalistes et politiques ?

DC : C'est la combinaison de différents facteurs. Henry Kissinger a dit un jour que l'UE ne serait jamais au grand jamais un acteur significatif au Moyen Orient. C'est un fait que les USA demeurent l'acteur principal dans les politiques globales en dépit de la montée de la Chine, mais l'UE est loin de n'avoir aucun pouvoir. Elle est le partenaire commercial principal d'Israël et c'est elle qui consent le plus d'aide à l'AP ce qui lui donne un pouvoir économique important.

L'association entre l'UE et Israël est basée sur l'accord qui a pris effet en 2000 ; l'article 2 de l'accord stipule qu'il est conditionnel au respect des droits de l'homme. Les officiels européens prétendent que la clause des droits de l'homme n'est pas contraignante mais il y a des hommes de loi pour dire que l'UE elle-même la qualifie "élément capital". Elle est clairement contraignante légalement et l'UE a l'obligation d'invoquer cette clause et de punir Israël si nécessaire quand il dépasse les limites. Pour moi le problème est la lâcheté de nos politiciens qui n'ont pas la volonté politique d'affronter le pouvoir hégémonique des Etasuniens ou des Israéliens dans les affaires internationales.

Israël a développé des relations étroites avec l'UE et l'OTAN ; la même stratégie est à l'oeuvre dans les deux cas, et parfois ce sont les mêmes personnes qui dirigent le processus. Tzipi Livni, quand elle était Ministre des Affaires Etrangères (d'Israël) a compris qu'il pouvait être dangereux pour Israël de dépendre uniquement des USA. Elle et ses conseillers ont compris qu'il y avait d'autres pouvoirs qui émergeaient dans le monde. Ils reçurent en novembre 2008 toute latitude pour améliorer les relations d'Israël avec tout à la fois l'UE et l'OTAN. Gabi Ashkenazi, le chef de l'armée israélienne, a rendu visite à l'OTAN plusieurs fois et Israël a participé à des exercices militaires avec l'OTAN. En juillet 2010 plusieurs soldats israéliens furent tués dans un accident d'hélicoptère en Roumanie. Les médias n'y ont accordé que peu d'attention mais cela montre à quel point Israël est impliqué dans les affaires de l'UE et de l'OTAN.

SI : Votre livre parle beaucoup du profit qu'Israël tire de cette relation. Mais quel profit en tire l'UE ?

DC : C'est une bonne question parce qu'il n'est pas avéré que ce soit vraiment l'intérêt de l'UE de faire copain copain avec Israël comme il l'a fait. Il y a une école de pensée qui défend l'idée - que personnellement j'approuve - que l'UE ferait mieux d'oublier Israël et de concentrer ses efforts à améliorer ses relations avec les états arabes. Mais les facteurs décisifs sont les opportunités commerciales et économiques.

En 2000, selon l'Agenda de Lisbonne*, l'UE s'était promis de devenir la plus importante économie du monde basée sur l'information. Mais pendant que les Européens en parlaient les Israéliens s'y sont mis et l'ont fait. Intel est en train de mettre au point la prochaine génération de puces d'ordinateurs en Israël. Beaucoup de variations "sexy" y ont été développées. Les Israéliens consacrent 5% de leur PIB à la recherche technologique, environ deux fois plus que les Etasuniens. L'Agenda de Lisbonne avait fixé un objectif de 3% qui n'a pas été atteint. Aussi le principal aspect de la relation d'Israël avec l'UE est-il la coopération scientifique. Les Israéliens font partie du Programme de Recherche Scientifique de l'UE depuis les années 1990. J'ai vu quelques chiffres la semaine dernière selon lesquels les Israéliens participent à 800 projets de recherche scientifique pour une valeur de quelques 4,3 milliards d'Euros entre 2007 et 2013. Les officiels de l'UE semblent avoir le sentiment qu'il faut être en bons termes avec Israël à cause de leur supériorité scientifique.

Le problème est qu'une bonne partie des triomphes scientifiques dont Israël est si fier a un lien étroit avec l'occupation. Comme je le signale dans mon livre, Elbit (celui qui fabrique des drones utilisés contre Gaza) et l'Industrie de l'Aviation Israélienne bénéficient de bourses de la Recherche Scientifique Européenne. Un contribuable européen contribue donc à développer l'industrie de guerre israélienne.

SI : Au dernier sommet de l'OTAN un nouveau programme de missiles de défense a été annoncé en collaboration avec la Russie pour la première fois qui doit apparemment être opéré à partir de navires étasuniens basés en Méditerranée. Quelles implications cela a-t-il pour les relations entre Israël et l'OTAN ?

DC : Elles sont nombreuses. Si on parle de l'attaque de la Flottille (qui transportait de l'aide à Gaza), légalement c'était une attaque contre la Turquie. La Mavi Marmara était un navire turc et la Turquie, qui est membre de l'OTAN, a demandé que l'ONU se réunisse d'urgence après l'attaque. Imaginez-vous seulement que ce soit la Corée du Nord qui ait fait cela, les enfers se seraient déchaînées. Mais c'était Israël, alors, bien que l'OTAN ait condamné clairement l'attaque, il n'y a eu aucune répercussion sur le long terme. Je crois même que la Turquie n'a pas cessé sa collaboration militaire avec Israël et que la Turquie a utilisé des armes israéliennes contre les Kurdes dans le nord de l'Iraq.

En ce qui concerne le nouveau concept stratégique de l'OTAN et son nouveau système de défense de missiles, la participation d'Israël a fait couler beaucoup d'encre. Je sais que de nombreux officiels de l'OTAN se sont rendus en Israël et il y a eu des entretiens dans la ville de l'aéroport près de Tel Aviv sur la manière dont Israël pouvait collaborer à ce projet. Israël a développé beaucoup de technologies qui intéressent fort l'OTAN, comme le système d'interception de missiles baptisé Iron Dome, aussi les Israéliens sont considérés comme des experts,

on les consulte, et il tout à fait probable qu'ils jouent un rôle actif dans le nouveau système de défense qui 'excite autant l'OTAN.

SI : Des leaders comme Nicolas Sarkozy en France parlent beaucoup du programme nucléaire iranien mais ne parlent pas de celui d'Israël. Croyez-vous à "l'option Samson", la théorie selon laquelle les nations européennes sont parfaitement conscientes de la menace que représentent les armes nucléaires israéliennes qui sont capables de détruire n'importe quelle capitale européenne presque sans sommation ?

DC : Il faut parfois souligner l'évidence, mais le point le plus important que la plupart des commentateurs malheureusement ne voient pas, c'est le niveau effarant d'hypocrisie qui entoure ce sujet. Nous savons qu'Israël possède une puissance nucléaire tout à fait considérable et ne l'a jamais reconnu. A la différence de l'Iran, ce pays n'a jamais signé le Traité de Non Prolifération Nucléaire et n'autorise aucune inspection de ses installations, et alors que nous savons parfaitement qu'Israël en ont, nous disons aux Iraniens qu'il leur est interdit de développer des capacités nucléaires. Le deux poids deux mesures est flagrant. Pour ce qui concerne "l'option Samson" je pense que les leaders européens sont conscients du danger. Ce n'est pas un sujet que j'ai moi-même approfondi, mais je ne rejette pas cette possibilité.

SI : Des chercheurs comme Daoud Hamoudi de Stop the Wall, ont soulevé des objections sérieuses concernant des zones industrielles qui sont financées sous forme "d'aide" par les pays européens. Cela fait des années que les colonies israéliennes utilisent une main d'oeuvre palestinienne sous-payée pour leurs produits d'exportation. Les Zones Franches situées en Afrique Australe ou en Amérique Centrale ont souvent été des endroits où les conditions de travail des travailleurs étaient épouvantables et elles se sont en plus révélées des sources de profit de courte durée car un pays concurrent réussissait toujours à baisser encore plus ses coûts. Est-ce cela que vous souhaitez à la Palestine ?

DC : Il faut se demander pourquoi l'UE soutient si ardemment Mahmoud Abbas et Salam Fayyad. Leur légitimité démocratique est quasiment nulle. Le mandat d'Abbas comme président élu a expiré. L'UE se présente comme une instance qui soutient les principes démocratiques et -à juste titre- demande aux candidats à l'entrée à l'UE de respecter certains standards, mais dès qu'il s'agit des Territoires Palestiniens Occupés tout cela est oublié. L'UE a décidé d'ignorer les résultats de l'élection démocratique de 2006 parce que les Palestiniens, selon l'UE, avaient "mal voté".

Le cas de Salam Fayyad est particulièrement troublant. Voilà un gars qui n'est pas populaire du tout dans son pays mais que l'occident adore. Il faut se demander pourquoi et la réponse c'est qu'il est complètement imprégné de la vision néolibérale de Washington et Bruxelles. Il a travaillé à la Banque Mondiale et au FMI, et comme je le souligne dans mon livre, le papier qu'il a écrit : "Vers un état palestinien" ressemble beaucoup aux programmes d'ajustement structurel que le FMI a imposés à la plus grande partie de l'Afrique dans les années 1980 et se prépare à imposer à mon propre pays, l'Irlande. On parle ici de réduire les salaires des fonctionnaires et les dépenses en général sauf -et c'est significatif- les dépenses de sécurité et de faire du secteur privé le moteur de la croissance. Et donc votre analyse est tout à fait exacte, l'idée est de faire de la Palestine l'atelier clandestin d'Israël.

SI : Vous avez écrit pour Electronic Intifada sur la participation de l'UE à l'entraînement des forces de sécurité de l'Autorité Palestinienne, soit-disant dans la perspective de construire un état palestinien. Quelle, à votre avis, la vision européenne d'un état palestinien ? Parlons-nous d'un tout petit état doté d'un système de sécurité très dur et une économie néolibérale ?

DC : Je ne crois pas que j'emploierai ici le mot "vision", je ne pense pas que l'UE soit visionnaire. La "solution de deux états" est une sorte de mantra pour l'UE but je ne suis pas sûre qu'ils se soient demandé sérieusement ce que ça signifie. Les accords d'Oslo avec tous leurs défauts avaient au moins le mérite de parler de Gaza et de la Cisjordanie comme une seule entité, mais à l'heure actuelle il est devenu presque impossible à un Palestinien de voyager d'un territoire à l'autre et Israël contrôle une trop grande partie de la Cisjordanie pour qu'il soit possible de mettre en oeuvre la solution de deux états d'une façon viable. Je pense que les représentants de l'UE se cachent derrière la rhétorique en ce moment. La seule stratégie d'avenir qu'ils aient sur le long terme, c'est de renforcer leur relation avec Israël aux dépens des Palestiniens.

Il faut se rappeler que l'UE présente la mission de la police COPPS (la mission d'entraînement de l'UE en Cisjordanie) comme la préparation d'une force de police en vue d'un état palestinien indépendant mais ces gens-là n'ont aucune autorité sur les colons et n'ont pas le droit d'aller dans le secteur C (la partie de Cisjordanie où selon les accords d'Oslo, Israël garde le pouvoir de faire respecter la loi, et le contrôle des constructions et des projets). Plus de 60% de la Cisjordanie n'est pas sous la juridiction de cette force de police. Il y a aussi de prime abord beaucoup de preuves de l'aveuglement volontaire de l'UE en ce qui concerne les abus commis par cette force de police. Les organisations des droits de l'homme palestiniennes sont en train de rassembler des preuves de torture, et il est donc dégoûtant que l'UE présente cela comme une aide bienveillante aux Palestiniens.

SI : Un des problèmes avec les livres, c'est qu'ils peuvent être dépassés aussitôt sortis de presse. Y a-t-il de nouveaux développements majeurs que vous voudriez mentionner dans les relations entre l'UE et Israël ?

DC : La chose principale est qu'à l'automne 2010, Kathy Ashton, la responsable de la politique étrangère de l'UE a recommandé qu'Israël soit élevé au rang de "partenaire stratégique". Ce que ça signifie exactement n'est pas encore clair, but il semble qu'Israël serait considéré à l'égal de la Chine ou des USA dans l'échelle des priorités officielles de l'UE.

Ashton a été un désastre dans sa relation avec Israël. Pour être honnête, elle a fait quelques déclarations de poids sur Jérusalem et l'expansion des colonies israéliennes là-bas, et aussi sur la peine de prison infligée au (militant de base) Abdullah Abu Rahmeh qui a surpris certaines personnes. Mais pour le reste dans ses rapports

avec les Israéliens elle s'est montrée pusillanime. Elle est allée à Gaza mais a refusé de rencontrer le Hamas - elle a essayé de présenter les missions comme uniquement humanitaires et a minimisé leur portée politique. Quoique vous pensiez du Hamas, ils ont gagné une élection qui a été reconnue comme libre et honnête pas les observateurs de l'UE eux-mêmes en 2006.

Il est inconcevable que Kathy Ashton se rende n'importe où dans le monde et refuse de rencontrer les leaders politiques locaux. Quand elle était à Jérusalem cet été, elle a donné une conférence de presse conjointe avec (le ministre israélien des affaires étrangères Avigdor) Lieberman et le seul prisonnier pour lequel elle a exprimé son intérêt, du moins en public, a été Gilad Shalit. Elle a totalement ignoré le fait que, chaque année, Israël enferme 700 enfants palestiniens le plus souvent pour avoir seulement jeté des pierres, enfants qui subissent souvent des abus en prison. Mais Kathy Ashton dans sa sagesse ne semble pas s'intéresser aux abus infligés aux enfants palestiniens, elle trouve plus intéressant le sort d'un soldat qui doit certainement être traité avec humanité et libéré mais dont le rôle était d'imposer une occupation militaire brutale.

SI : Vous finissez votre livre en disant que l'UE offre des opportunités à ceux qui militent pour la souveraineté palestinienne. Quelles sont à votre avis les tactiques les plus efficaces ? Cela vaudrait-il la peine de prendre les membres du Parlement Européen (MPE) pour cibles ?

DC : Je vais répondre d'abord à la seconde question. J'étais opposée au Traité de Lisbonne mais un de ses bons côtés est qu'il a donné plus de pouvoir au parlement Européen qui, malgré toutes ses imperfections, est une instance directement élue. Je ne vais pas citer trop de détails du livre mais des trois principales institutions de l'UE -le Conseil des Ministres, La Commission Européenne et le Parlement- C'est le Parlement qui a été le moins malléable. Malgré l'important lobbying, la majorité des MPE a soutenu le rapport Goldstone sur l'attaque de Gaza de 2008-2009. Plus récemment c'est encore le Parlement qui a bloqué un accord technique qui avait pour objet d'harmoniser les normes entre Israël et l'UE pour aider les Israéliens à mettre leurs produits industriels aux normes européennes. C'est assommant et pas du tout sexy, mais le Parlement Européen ou en tous cas un de ses comités a posé des questions inhabituelles et a retardé le passage en force de cet accord.

Le Parlement n'est sans doute pas capable de geler toutes relations avec Israël, mais il peut certainement lui rendre la vie plus difficile. Il revient définitivement aux citoyens européens de faire pression sur les MPE pour les forcer à résister au lobby israélien. Israël se livre à un lobbying intense et il existe un réseau "d'amis d'Israël" qui transcende les partis. Il est donc très important que le mouvement de solidarité pour la Palestine contre-attaque ce lobby riche et secret qui essaie d'influencer des institutions clé.

Pour répondre à l'autre question, il faut le dire tout net et sans ambages, les gens ordinaires ont hâte que leur politiciens et leurs fonctionnaires prennent des mesures contre Israël. C'est pourquoi, à mon sens, il faut soutenir la campagne de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS). Mais nous ne devons pas oublier que c'est un moyen tactique, non une stratégie complète et qu'il faut utiliser des moyens tactiques complémentaires. Israël investit beaucoup de temps, d'énergie et d'argent pour faire croire qu'elle est "la seule démocratie du Moyen Orient", et le Mouvement de Solidarité avec la Palestine se doit de mobiliser toutes ses ressources pour contrer cette propagande biaisée.

Note : L'Agenda de Lisbonne ou stratégie de Lisbonne : Axe majeur de politique économique et de développement de l'UE de 2000 à 2010 (Wikipedia)

* **Sarah Irving** est un écrivain freelance. Elle a travaillé avec le Mouvement de Solidarité Internationale en Cisjordanie occupée en 2001-02 et avec Olive Co-op, pour promouvoir le commerce équitable des produits palestiniens et y a fait des visites de solidarité en 2004-06. Elle écrit maintenant à temps complet sur plusieurs sujets dont la Palestine. Son premier livre : "Gaza sous les bombes" co-écrit avec Sharyn Lock a été publié en janvier 2010. Elle travaille en ce moment à une nouvelle édition du guide de la Palestine Bradt et à une biographie de Leila Khaled.

* **David Cronin**, né à Dublin en 1971, est le correspondant à Bruxelles de l'agence de presse *Inter Press Service*. Il a d'abord occupé cette fonction pour le quotidien irlandais *The Sunday Tribune* après avoir travaillé comme chargé de recherches et attaché de presse auprès du Parlement européen. Entre 2001 et 2006, il collabore à *European Voice*, hebdomadaire du groupe *The Economist*.

Le livre de David Cronin *Europe's Alliance with Israel : Aiding the Occupation* sera publié dans le courant de l'année par Pluto Press.

vendredi 24 décembre

Sarah Irving –

The Electronic Intifada

Traduction de l'anglais : Dominique Muselet

20 décembre 2010 - Uruknet - Vous pouvez consulter cet article à :

www.uruknet.info?p=73110

6 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

6-1 Le Proche-Orient est lui aussi dans une phase de transition politique.

Outre le changement imminent d'administration américaine, le Proche-Orient est lui aussi dans une phase de transition politique.

Le président palestinien Mahmoud Abbas, qui se rend cette semaine à Washington où il sera reçu par le président Bush vendredi, puis à Moscou, a annoncé mardi qu'il convoquerait "très prochainement" de nouvelles élections dans les territoires palestiniens, faute d'une réconciliation avec ses rivaux du Hamas qui administrent la bande de Gaza.

En Israël, des élections législatives anticipées doivent se tenir le 10 février prochain.

"Il y a aujourd'hui la possibilité de choisir entre deux voies, l'une est celle du Likoud qui a dit de façon explicite qu'il est contre les négociations avec les Palestiniens. Et il y a celle de Kadima", a déclaré le Premier ministre israélien sortant Ehud Olmert à la première chaîne israélienne, dans un entretien accordé lors de sa visite à Washington en début de semaine.

"Nous sommes allés à Annapolis pour parvenir à un accord de paix avec les Palestiniens (...) Celui qui choisit cette voie propose une alternative et gagnera aux élections", a estimé M. Olmert.

Pour le moment, tous les sondages créditent le Likoud d'une victoire écrasante face au parti Kadima lors des élections législatives anticipées du 10 février.

Mahmoud Abbas sera vendredi 19 décembre à la Maison Blanche, une visite d'adieu à George W. Bush avant que ce dernier ne cède la place à Barack Obama, a annoncé mardi la porte-parole de la Maison Blanche Dana Perino.

Les deux hommes feront le point sur les progrès obtenus, notamment "dans l'édification d'institutions palestiniennes efficaces, dans l'incitation au développement économique, et la formation et le déploiement des forces de sécurité palestiniennes en Cisjordanie", a-t-elle précisé.

Une année de discussions de paix, sous égide américaine, depuis la conférence d'Annapolis en novembre 2007, n'a pas débouché sur des résultats tangibles, et l'avenir des pourparlers est incertain.

Al Faraby

16 décembre 2010,

<http://www.aloufok.net/spip.php?article2901>

6-2 Le Hamas exige l'arrêt des coopérations entre l'Autorité autonome et Israël .

02/12

Le Hamas a demandé l'arrêt de toute coopération sécuritaire de l'Autorité palestinienne avec le régime sioniste. Selon l'IRNA, à la suite de l'enlèvement de Nayef Al-Rajoub, l'ancien ministre des Affaires pieuses de la Palestine, par les militaires sionistes, le Hamas a annoncé, dans un communiqué, que les militaires israéliens kidnappaient des activistes palestiniens en coopération avec l'Autorité palestinienne. Le Hamas réitère la nécessité de l'intervention des organisations des droits de l'Homme et des épris de liberté du monde entier, en vue de faire pression sur le régime de Tel-Aviv, afin d'obtenir la libération immédiate des députés palestiniens et qu'un terme soit mis à la violation des droits des personnalités palestiniennes. Des dizaines de députés palestiniens et d'autorités de haut rang des groupes palestiniens sont détenus dans les prisons du régime sioniste.

<http://french.irib.ir>

6-3 La construction d'une nouvelle ville palestinienne est interdite.

Pendant ce temps, les Arabes, qui se réuniront au Caire, vont entériner — ironie de l'histoire — la reprise des négociations directes !

Le ministre israélien de l'Environnement, Gilad Erdan, a recommandé hier l'arrêt de la construction d'une ville nouvelle palestinienne, Rawabi, en cours de chantier en Cisjordanie occupée, pour des «raisons environnementales». Interrogé à la radio pour savoir si son hostilité à la construction de Rawabi était motivée par des critères écologiques, M. Erdan a répondu par l'affirmative. Il s'est défendu de «mélanger le sujet de l'environnement et le sujet politique» tout en reconnaissant avoir été hostile à la création de cette ville. «La construction d'une ville a des conséquences dramatiques. Il faut savoir où vont se déverser les égouts, où vont aller les ordures», a souligné le ministre, un proche du chef du gouvernement, Benjamin Netanyahu, et qui appartient à l'aile dure du parti Likoud, au lendemain d'une visite sur le site de la future cité palestinienne. «Je m'adresse à l'administration civile et au ministre de la Défense.»

Licite par-ci, illicite par-là...

«Le chantier a démarré, cette ville sera construite, mais exigeons qu'elle ne provoque pas des dégâts écologiques, non seulement pour les colonies (israéliennes) environnantes, mais aussi pour une rivière voisine et les villages palestiniens du secteur, qui paieront un prix élevé s'il y a pollution», a plaidé M. Erdan. «Je n'aime pas l'idée de la création de cette ville. Cela a été une erreur de permettre la construction de milliers de logements», a par ailleurs expliqué le ministre de l'Environnement, un partisan déclaré de la colonisation israélienne. Le chantier de Rawabi, située près de Ramallah, a commencé en début d'année. Les promoteurs palestiniens espèrent que ce site deviendra un jour le foyer de 40 000 Palestiniens.

Le coût du projet, qui a reçu l'apport de capitaux qataris, est évalué à 570 millions d'euros. Rawabi se bâtit dans une zone dite «A» de Cisjordanie, c'est-à-dire théoriquement sous le contrôle direct de l'Autorité palestinienne. Son expansion dépend toutefois en partie d'Israël, dont le feu vert est indispensable pour l'ouverture de la principale route d'accès entre la ville nouvelle et Ramallah, ainsi que pour l'érection de nouvelles infrastructures. Cela étant dit, le cabinet de sécurité israélien, qui s'est réuni hier a évacué la discussion d'un éventuel nouveau gel de la colonisation en Cisjordanie occupée. Le contentieux de la colonisation, qui bloque les négociations

directes israélo-palestiniennes relancées début septembre, doit être discuté lors de réunions de pays arabes prévues à Syrte (Libye) demain et après-demain.

Une ligue qui lâche

En dépit des spéculations des médias israéliens et des requêtes de certains ministres, la question d'un nouveau moratoire, et de garanties américaines qui pourraient l'accompagner, n'a pas été à l'ordre du jour de la réunion du cabinet de sécurité, a indiqué le ministre de l'Agriculture, Shalom Simhon. On est donc face une logique renversante suivant laquelle l'Etat hébreu se montre prompt à ordonner l'arrêt d'un chantier pour la construction d'une nouvelle ville palestinienne en Cisjordanie, pendant qu'il ferme l'œil sur les travaux d'édification de colonies sauvages au mépris de la communauté internationale et d'une paix qui s'éloigne chaque jour un peu plus.

Pendant ce temps, les arabes qui se réuniront au Caire, vont entériner – ironie de l'histoire – la reprise des négociations directes ! Israël n'a rien cédé sur la prolongation du moratoire de gel des colonies, mais cela a suffi pour convaincre «l'auguste» Ligue arabe de rentrer dans les rangs.

07.10

Hassan Moali

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19